



Par la bande...pourquoi?

Depuis sa création en 1988, le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) se fait un devoir de mettre sur pied des activités de formation qui répondent aux besoins du mouvement communautaire. En tant que lieu d'information, d'analyse, d'apprentissage et de citoyenneté, le CFCM s'efforce également de susciter, grâce aux formations et aux événements qu'il appuie, la réflexion et le partage des idées.

Malgré l'intérêt manifeste du mouvement communautaire pour les questions qui touchent aux grands enjeux sociaux, nous avons constaté qu'il était de plus en plus difficile de réunir les organismes autour d'activités qui traitent de ces thèmes. Le CFCM a donc décidé de lancer le *Par la bande...* pour vous amener à réfléchir sur ces enjeux et encourager la réflexion, le partage et la discussion au sein des différents acteurs du mouvement communautaire.

Comme vous pouvez le constater, le *Par la bande...* fait peau neuve et sera maintenant disponible sous forme d'in-folettre. Cette nouvelle mouture permettra de naviguer plus aisément à travers les textes. Également, comme vous avez pu l'observer depuis quelques semaines, le Facebook du CFCM servira aussi de veille informationnelle pour vous informer sur des sujets d'actualités et d'études touchant notre mission.

TABLE DES MATIÈRES

- [Isabelle Bordeleau](#) [page 2](#)
- [En savoir plus!](#) [page 5](#)
- [Programmation 2019-2020](#) [page 6](#)

La participation électorale et citoyenne des jeunes : défis et nouvelles tendances

La participation citoyenne des jeunes fait partie intégrante des débats et enjeux rencontrés au sein de la société québécoise contemporaine. L'intérêt pour cette question peut notamment s'expliquer par la volonté de comprendre l'absence beaucoup plus marquée des jeunes (18-24 ans) au sein des dispositifs participatifs formels et institutionnalisés que sont les élections par exemple. Sommes-nous pour autant entrés dans ce que le sociologue Pierre Rosanvallon a appelé « un nouvel âge de l'apathie politique »? Ou, sommes-nous plutôt en train d'assister à une reconfiguration des modes de participation citoyenne? Un bref coup d'œil à la participation citoyenne jeunesse semble pointer dans la seconde direction et nous éloigne du mythe du jeune citoyen passif. Néanmoins, le phénomène pose des enjeux importants pour la démocratie telle que nous la connaissons et nous oblige à nous demander pour quelles raisons les jeunes délaissent la participation institutionnalisée et, surtout, quels sont les impacts de ce désengagement pour la société québécoise?

Alors que la campagne électorale bat son plein, la présente édition du *Par la bande...* vous propose d'approfondir la réflexion sur l'exercice du droit de vote et l'importance qu'y accordent les jeunes. À ce sujet, nous nous sommes tournés vers l'expertise d'Isabelle Bordeleau - agente de développement du territoire pour la MRC de Maskinongé – afin d'aborder la question du vote chez les jeunes. Outre les facteurs qui peuvent interférer sur la volonté des jeunes à aller aux urnes, l'auteure présente également les nombreux impacts du vote des jeunes (18-35 ans) qui, tel que précisé dans son article, représentent désormais un poids démographique non négligeable (26,5 % des électeurs). Si le sentiment d'impuissance justifie souvent l'abstention du vote chez les jeunes, Isabelle insiste pourtant sur le pouvoir d'orientation des débats qu'ils détiennent et qu'ils peuvent malheureusement sous-estimer (l'enjeu environnemental par exemple). Dans l'objectif de stimuler l'engagement citoyen chez les



Audréanne Campeau, agente de recherche et d'accompagnement à la participation citoyenne

jeunes, elle plaide donc autant pour une transformation du mode de scrutin actuel que pour une éducation à la participation citoyenne, et ce, dès le plus jeune âge.

Du côté des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale, la participation citoyenne des jeunes interroge les diverses formes d'implication que ces milieux peuvent leur offrir. Au regard des nouvelles tendances de participation qui interpellent les jeunes, peut-on affirmer que ces pratiques favorisent leur participation et leur volonté d'implication? Comment l'action communautaire et le milieu de l'économie sociale peuvent adapter leurs structures et leurs pratiques de manière à répondre aux aspirations des jeunes en termes d'implication sociale et de participation citoyenne? Dans l'objectif d'apporter des clarifications à ces questionnements, le CFCM a le plaisir de vous présenter Audréanne Campeau, nouvelle agente de recherche et d'accompagnement à la

participation citoyenne. Audréanne mènera un projet de recherche-action s'intéressant précisément à la participation citoyenne des jeunes de 15 à 29 ans. Dans le cadre de cette recherche, elle réalisera des groupes de discussion auprès des jeunes afin d'identifier les éléments qui influencent leur volonté d'engagement, mais également auprès d'organismes communautaires et d'entreprises d'économie sociale dans le but de documenter les pratiques susceptibles de favoriser la participation des jeunes ainsi que les défis rencontrés. Cette démarche se soldera par la réalisation de vidéocapsules et d'ateliers de formation offerts aux organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale de la Mauricie.

L'équipe du CFCM vous souhaite une excellente lecture!

Les jeunes et l'exercice du droit de vote : un rendez-vous manqué?



Isabelle Bordeleau, agente de développement du territoire, MRC de Maskinongé

C'est reconnu, les jeunes âgés entre 18 et 24 ans votent en nombre beaucoup plus faible que leurs aînés. Un [reportage diffusé récemment sur Radio-Canada](#) dresse un portrait du déclin du vote chez les jeunes lors des

dernières élections : 73,38 % d'entre eux avaient exercé leur droit de vote en 1994 alors qu'il n'y avait plus que 55,69 % qui ont voté en 2014 avec un creux à 36,15 % à l'élection de 2008! On avance plusieurs hypothèses pour expliquer cette situation. Entre autres, le fait de ne pas avoir voté à la première élection alors qu'on a atteint l'âge légal, le manque de connaissance des enjeux et positions des partis ainsi que le manque d'intérêt ressortent comme des facteurs contribuant à l'abstention des jeunes.

Les recherches menées par [l'Université de Sherbrooke](#) et [l'Institut](#)

[Nouveau Monde](#) permettent d'identifier certains facteurs qui influencent l'exercice du droit de vote chez les jeunes. Parmi ceux-ci, la participation à la première élection lors de l'atteinte de l'âge légal de voter est une étape essentielle pour ancrer l'habitude de voter. L'absence d'enjeux qui touchent les jeunes et le sentiment de ne pas pouvoir faire une différence sont aussi des facteurs d'abstention importants.

Or, en 2018, pour la première fois depuis des décennies, les trois grands groupes d'âge formaient des cohortes d'électeurs de taille similaire.

En effet, les générations X, Y et les baby-boomers forment maintenant 1/3 de l'électorat chacune. Les électeurs canadiens âgés entre 18 et 35 ans sont actuellement au nombre de 7 millions soit 26,5 % des personnes ayant le droit de vote. C'est un poids démographique appréciable qui permet d'espérer pouvoir influencer les débats et mettre au goût du jour des enjeux chers à cette génération... à condition de s'impliquer dans les débats et de voter!

Cependant, si tout reste égal par ailleurs, les aînés risquent de maintenir leur impact sur le résultat des élections puisque ces derniers exercent leur droit de vote de façon beaucoup plus importante que les membres de la génération Y.

Impact du vote des jeunes

On a pu constater, lors de la dernière élection provinciale, que les partis doivent maintenant composer avec un électorat moins homogène. À cette élection, l'enjeu de l'environnement a été propulsé à l'avant-plan et a forcé tous les partis, dont la CAQ, à présenter leurs engagements à ce niveau. Québec solidaire, qui s'est présenté comme LE défenseur d'un développement durable et de la protection de l'environnement, a obtenu une part [importante du vote des jeunes](#) aux dernières élections et même celle des jeunes [participants d'Électeurs en herbe](#).

Ce dernier est un programme de sensibilisation proposant aux étudiants, notamment ceux de niveau secondaire qui seront bientôt en âge de

voter, des ateliers et de l'information sur le système électoral de même que sur les enjeux électoraux. Des débats sont aussi organisés dans les écoles avec les véritables candidats aux élections! Le programme permet enfin aux jeunes de voter pour leur candidat favori, selon le même décorum que le vrai vote. Les résultats sont ensuite publiés dans les médias nationaux. Lors de la dernière élection provinciale, ces derniers ont voté, à 26,19 % des votes exprimés, pour Québec Solidaire qui, s'il avait obtenu ce pourcentage de votes lors de l'élection, aurait formé un gouvernement minoritaire avec 47 députés.

Un des constats que l'on peut tirer de cette situation est que l'environnement a été perçu par les jeunes comme le projet de société le plus rassembleur parmi les plateformes électorales présentées par les différents partis politiques. Les partis devront donc proposer une vision concrète et un projet de société mobilisateur avant d'espérer obtenir la faveur et l'engagement des jeunes. De plus, il y a fort à parier que l'environnement sera également un enjeu très important pour les électeurs de l'élection fédérale 2019.

Par ailleurs, les préoccupations des jeunes s'expriment aussi souvent en dehors de l'implication politique traditionnelle. Plusieurs mobilisations ont été initiées et promues avec succès, ces dernières années, par les jeunes que ce soit le printemps érable ou, plus récemment, les grèves étudiantes en faveur du climat. On ne peut donc pas dire que les jeunes

sont désintéressés des enjeux politiques mais plutôt qu'ils ne perçoivent peut-être pas l'exercice du droit de vote comme étant un moyen efficace de parvenir à leurs fins.

Pourtant, les décisions prises par les divers gouvernements concernent tout autant le développement économique que l'exploitation de nos ressources naturelles, les choix que l'on fait pour l'éducation de nos enfants, la protection de l'environnement et la santé de nos aînés. Ça touche tout le monde! Ne pas voter revient donc à laisser aux autres le soin de décider pour nous.

Un geste qui a de l'impact

Voter n'est pas un geste anodin. Chaque vote permet aux partis et candidats d'amasser une compensation financière permettant de rembourser les dépenses électorales de chaque candidat ayant obtenu au moins 15 % des votes, et ce, même s'il n'est pas élu. La participation électorale de ce candidat aura peut-être permis d'intégrer dans la campagne électorale des préoccupations qui vous sont chères et qui n'auraient pas été abordées autrement. La préoccupation environnementale, propulsée au premier plan suite à l'implication des jeunes lors de la dernière élection provinciale, en témoigne. La CAQ, le parti en tête des sondages, a dû démontrer qu'il avait des éléments relatifs à l'environnement dans sa plateforme électorale suite au premier débat des chefs.

Autre impact : une somme de 1,58 \$ par personne inscrite sur la liste

électorale, est répartie entre les partis selon leur pourcentage de votes respectif. Cet argent permet d'aider les partis à se structurer, à embaucher des employés leur permettant d'étouffer les dossiers et à maintenir une saine démocratie en limitant le recours au financement privé. Chaque vote a donc un impact concret sur la possibilité de se porter candidat et d'influencer les décisions qui sont prises par nos gouvernements.

Un mode de scrutin imparfait

Certains vont expliquer leur abstention par l'impression que leur vote ne peut rien changer. Il est vrai que notre mode de scrutin, le système uninominal à 1 tour, engendre des distorsions importantes entre le pourcentage du vote exprimé et le gouvernement élu. Aux élections de 2018, la CAQ a obtenu 37 % du vote mais a raflé 74 des 125 sièges de l'Assemblée nationale (plus de 50 %) pour former un gouvernement majoritaire. Une proportion de 63 % des électeurs n'a donc pas voté pour la CAQ et pourtant certains sont représentés par un député provenant de cette formation politique. Cela n'est pas unique à cette élection car on a même déjà vu un parti être élu à la tête du gouvernement alors que son adversaire avait obtenu plus de votes que lui, ce qui fut le cas notamment lors de l'élection québécoise de 1998. À cette occasion, le Parti québécois a

pu former un gouvernement largement majoritaire même s'il avait reçu moins de votes que le Parti libéral.

Afin de mieux refléter le nombre de votes obtenus par chaque formation politique, plusieurs pays du monde ont adopté des modes de scrutin proportionnels. Selon le [Mouvement démocratie nouvelle](#), sur 183 pays, 58 % utilisent le mode proportionnel contre 42 % qui utilisent les formules de scrutin à la majorité. Certains prophètes de malheur militent pour le statu quo en prédisant l'instabilité politique en raison de l'élection de gouvernements minoritaires ou de coalition. Pourtant plusieurs pays parmi les plus prospères de la planète, dont l'Allemagne, sont ainsi gouvernés et s'en portent très bien!

Une réforme du mode de scrutin, axée sur le mode proportionnel, permettrait peut-être de stimuler l'intérêt des jeunes pour la politique en assurant une meilleure représentativité des électeurs aux divers paliers de gouvernement. La ministre de la Justice, Mme Sonia Lebel, travaille actuellement à proposer un nouveau mode de scrutin plus représentatif du vote exprimé. Souhaitons que cette fois-ci soit la bonne car plusieurs gouvernements s'y sont attelés mais ont fini par lancer la serviette, dont le gouvernement libéral de Jean Charest en 2004 ainsi que le gouvernement de Justin Trudeau qui a

abandonné cette promesse phare de son parti, car jugée trop complexe, dès la première année de son mandat.

L'éducation à la participation citoyenne : un incontournable!

Face au désengagement électoral des jeunes, il importe de relancer l'éducation à la citoyenneté dès le plus jeune âge (primaire et secondaire) dans les écoles du Québec. La connaissance de notre histoire récente ainsi que celle de l'origine de nos institutions permet aussi de comprendre le monde dans lequel on vit et vers où on devrait s'orienter. Apprendre les bases de notre système électoral, les grands enjeux qui ont jalonné l'évolution de notre société ainsi que l'art d'argumenter et de débattre doit faire partie de notre cursus scolaire afin de former des citoyens qui travaillent et non uniquement des travailleurs.

D'ici le 21 octobre, je vous invite donc à vous renseigner, à discuter des enjeux électoraux avec les gens de votre entourage, en particulier les jeunes, et à exercer votre droit de vote en compagnie, pourquoi pas, de votre beau-frère qui ne vote jamais. Sait-on jamais, vous contribuerez peut-être à élire un gouvernement qui apportera de véritables changements dans votre vie!

En savoir plus !



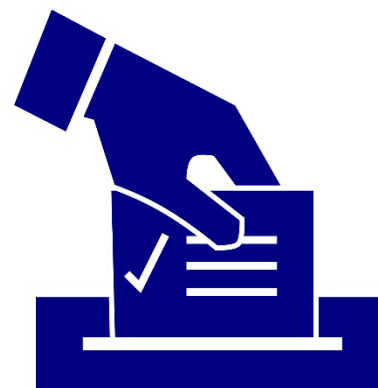
Ce reportage de Radio-Canada, cité dans l'article d'Isabelle Boredeau, essaye de comprendre pourquoi les jeunes sont moins nombreux à voter. Il insiste sur la diversité idéologique des jeunes et explique comment celle-ci réduit leur influence politique. Face à ce constat, on ne peut que constater l'importance d'encourager la prise de parole et le dialogue politique au sein de la jeunesse québécoise.... [Lire le texte](#)



L'Institut de la statistique du Québec vient de publier la version 2019 de son Regard statistique sur la jeunesse qui dresse un portrait des enjeux touchant les jeunes de la province. En plus des statistiques sur la santé, l'éducation, l'emploi et les conditions de vie des jeunes, le rapport comporte une section portant sur la citoyenneté qui analyse la participation électorale et l'engagement bénévole de la jeunesse québécoise. [Lire le texte...](#)



Cette étude de l'Institut du Nouveau Monde nous aide à mieux comprendre la faible participation électorale des jeunes, mais surtout elle explore les facteurs qui les incitent à voter et cerne des pistes de solutions qui sont susceptibles d'amener les jeunes à exercer leur droit de vote. [Lire le texte](#)



En cette période de campagne électorale, les promesses des différents partis fusent à un rythme effréné, tellement qu'il est facile de s'y confondre et de s'y perdre. Camille Laurin-Desjardins du Huffington Post propose un recensement des principales promesses électorales de la campagne, qui on l'espère, vous aidera à vous faire une tête sur les différents partis avant le jour du vote. [Lire le texte...](#)

Formations à venir

9 octobre : [Créer des outils de promotion efficaces](#)

16 octobre : [La gestion du stress](#)

23 octobre et 6 novembre : [Conciliation travail-famille-vie personnelle](#)

30 octobre : [Mobiliser une clientèle peu motivée ou non volontaire](#)

13 novembre: [Usure de compassion en relation d'aide](#)